

# Gambie/Tirant les conséquences de la présidentielle Jammeh doit être prêt à céder le pouvoir à la date prévue en janvier

**AFP**  
Dakar/Sénégal

*C'est ce qu'a suggéré l'Onu, à travers son représentant en Afrique de l'Ouest, Ibn Chambas.*

**LE** représentant de l'Onu en Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas, a affirmé hier à l'AFP que le président gambien Yahya Jammeh devait "être prêt à céder le pouvoir" en janvier, indépendamment de son recours juridique contre l'élection de l'opposant Adama Barrow.

M. Ibn Chambas s'exprimait au retour d'une mission mardi à Banjul de quatre chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest, à laquelle il a participé, pour tenter de convaincre M. Jammeh de reconnaître définitivement sa défaite à l'élection présidentielle et de céder le pouvoir.

"L'opposition a remporté

*l'élection, qui a été juste", a affirmé le représentant spécial dans la région du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon.*

Le mandat de cinq ans de M. Jammeh expire le 19 janvier, a rappelé M. Ibn Chambas, ajoutant qu'"il devra être prêt à céder le pouvoir" à cette date.

D'ici là, "c'est M. Jammeh qui est le président constitutionnellement élu. Nous espérons que pendant cette période toutes ses actions seront conformes à la Constitution", a souligné le responsable de l'Onu.

Interrogé sur les craintes émises par l'opposition, que la contestation des résultats devant la Cour suprême ne permette à M. Jammeh de se maintenir en place au-delà de la fin de son mandat, M. Ibn Chambas a assuré que les deux questions n'étaient pas liées.

"Cette procédure juridique n'a rien à voir avec le terme de son mandat", fixé à jan-



Photo : AFP

**Le représentant de l'Onu en Afrique de l'Ouest, Ibn Chambas : "L'opposition (en Gambie) a remporté l'élection, qui était juste."**

vier, a-t-il dit.

Après une journée de discussions mardi, la présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf, qui conduisait la délégation de la Communauté économique

des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), a reconnu qu'aucun accord n'avait encore été obtenu sur le départ de M. Jammeh.

Le même jour, passant outre les objections de l'opposition et de nombreux juristes, le parti au pouvoir a saisi la Cour suprême pour demander l'annulation des résultats accordant la victoire à Adama Barrow sur Yahya Jammeh par quelque 19 000 voix d'écart.

Faute de juges pour siéger à la Cour suprême depuis mai 2015, "il n'existe en Gambie aucun mécanisme légal légitime pour statuer sur le recours électoral du président sortant", a estimé lundi l'Ordre des avocats.

De plus, désigner les juges manquants pour statuer sur ce recours entraînerait inévitablement des délais supplémentaires, selon l'opposition, qui dénie de toute façon au président sortant la légitimité pour exercer ce pouvoir.

Les juges de la Cour suprême sont nommés par le chef de l'Etat, sur proposition d'une commission spécialisée, et doivent prêter serment lors d'une cérémonie publique.

## L'Afrique en bref

- **Congo/Politique. L'opposition veut la levée de l'état d'urgence dans le Pool**  
Une coalition d'opposition congolaise a appelé mardi les autorités de Brazzaville à sortir le département du Pool de l'état d'urgence qui lui est imposé depuis avril à la suite de la présidentielle contestée ayant permis la réélection de Denis Sassou Nguesso.
- **Guinée/Corruption. Un ancien ministre arrêté aux Etats-Unis**  
L'ancien ministre guinéen des Mines Mahmoud Thiam a été arrêté aux Etats-Unis pour avoir perçu des pots-de-vin de deux entreprises chinoises en échange de contrats, ont annoncé dans la nuit de mardi à hier les autorités américaines. Mahmoud Thiam, 50 ans, qui a également la nationalité américaine, a été arrêté mardi à New York, où il vit.
- **Ouganda/Violences. 152 inculpations**  
Cent cinquante deux personnes, dont un souverain local, ont été inculpés hier pour trahison, en lien avec des violences qui avaient fait au moins 87 morts fin novembre dans la région de Kasese, dans l'ouest de l'Ouganda.

# Ban Ki-moon condamne l'intervention de l'armée contre la commission électorale

**AFP**  
Nations Unies/Etats-Unis

**LE** secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a condamné hier l'intervention des forces de sécurité gambiennes contre la commission électorale indépendante et a demandé aux militaires et policiers de "quitter immédiatement" les locaux de la

commission.

M. Ban a dénoncé "un manque scandaleux de respect de la volonté du peuple gambien et un défi à la communauté internationale".

L'incident s'est produit au moment où une délégation africaine de haut niveau se trouvait à Banjul pour tenter de convaincre le président sortant Yahya Jammeh de céder le pouvoir à son successeur élu Adama Barrow



Photo : AFP

**Le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a demandé aux militaires et policiers gambiens de "quitter immédiatement" les locaux de la commission électorale.**

Ban Ki-moon a demandé aux forces de sécurité de "s'abstenir de tout nouvel acte qui menacerait les efforts pour instaurer un transfert pacifique du pouvoir".

Il a renouvelé son appel à M. Jammeh à céder le pouvoir à son successeur "pacifique et dans l'ordre".

Le personnel de la commission, qui a déclaré l'opposant Adama Barrow président élu, s'est vu interdire mardi l'accès aux locaux, sans explication, avait affirmé mardi à l'AFP son président, Alieu Momar Njie, précisant que des membres de la police anti-émeute l'avaient empêché d'entrer.

Les locaux étaient toujours fermés hier, a indiqué M. Njie.

- **Nigeria/Droits de l'Homme. HRW réclame la libération d'un leader chiite**  
Human Right Watch a demandé hier aux autorités nigérianes de mettre fin à la répression contre le groupe chiite du Mouvement Islamique du Nigeria et de libérer son leader, en accord avec une décision de justice. Ibrahim Zakzaky et son épouse ont été arrêtés il y a plus d'un an, à la suite d'affrontements contre l'armée dans leur fief de Zaria en décembre 2015, faisant 348 morts parmi les membres du mouvement chiite.

# RDCongo/Après avoir annoncé son retrait la veille Le MLC revient à la table du dialogue

**AFP**  
Kinshasa/RDC

**UN** parti d'opposition congolais a réintégré hier le dialogue destiné à sortir la République démocratique du Congo de la crise politique avant la fin du mandat du président Joseph Kabila, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les délégués du Mouvement de libération du Congo (MLC), qui avait annoncé mardi son retrait de ces négociations, ont rejoint les discussions hier après-midi à Kinshasa.

Le MLC avait estimé qu'il était sous-représenté et demandait quatre sièges de délégués alors qu'il n'en avait obtenu que deux. Il en a finalement obtenu trois à la suite d'un arrangement ayant fait passer à 16 (au lieu de 15) le nombre des délégués de chacune des deux délégations parties à ce dialogue, qui se tient sous l'égide de la conférence des évêques ca-

tholiques du Congo (Cenco).

Cet arrangement a permis de faire entrer dans l'autre délégation un représentant de la société civile, composante qui s'estimait elle aussi lésée.

Le but affiché du dialogue est de trouver un compromis ouvrant la voie à une période de transition politique entre le 20 décembre, fin du mandat de M. Kabila, et l'élection de son successeur à une date qui reste encore à déterminer.

M. Kabila est au pouvoir depuis 2001 et la Constitution lui interdit de se représenter. Sa réélection contestée en 2011 lors d'un scrutin entaché de fraudes massives a plongé le pays dans une profonde crise politique, exacerbée par la non tenue de l'élection présidentielle qui devait avoir lieu cette année.

En octobre, la majorité et une frange minoritaire de l'opposition ont conclu un accord renvoyant l'élection à une date indéterminée et

prévoyant le maintien au pouvoir de M. Kabila en contrepartie de la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition.

La majeure partie de l'opposition rejette cet accord. Les négociations en cours ont pour but de parvenir à un consensus entre d'une part les signataires de l'accord d'octobre et d'autre part, ceux qui avaient boudé le "dialogue national" ayant débouché sur ce compromis.

Deuxième parti d'opposition à l'Assemblée nationale à l'issue des législatives de 2011, le MLC a été affaibli depuis lors par une vague de départs massifs de ses cadres.

Son président, Jean-Pierre Bemba, ancien vice-président congolais, est détenu à La Haye où il a été condamné en juin à 18 ans de prison par la Cour pénale internationale (CPI), qui l'a reconnu coupable de crimes contre l'humanité en Centrafrique.

("L'Union" d'hier). Cette action "remet en cause le statut indépendant de la commission selon la Constitution congolaise et pourrait compromettre le matériel électoral sensible que la commission a sous sa garde".

## C'est arrivé...

### Un pompier acclamé après avoir fait du bouche à bouche à un chien

UN pompier roumain était célébré en héros samedi dernier dans son pays et sur les réseaux sociaux à travers le monde pour avoir sauvé un chien... en lui faisant du bouche à bouche.

Après avoir extrait d'un appartement en flammes un quinquagénaire, Mugurel Costache, un jeune pompier de Pitesti (120 km au nord-ouest de Bucarest) a également porté assistance à un chien gisant inconscient, intoxiqué par la fumée.

Il lui a aussitôt fait du bouche à bouche ainsi qu'un massage cardiaque, ce qui lui a permis de reprendre conscience.

Une vidéo réalisée pendant cette opération de sauvetage a été vue 1,1 million de fois sur internet, tandis que les médias roumains rendaient hommage au "héros de Pitesti".

"Si le pompier n'était pas intervenu, le chien n'aurait eu aucune chance" de survivre, a déclaré Liliana Stanila, un vétérinaire, à l'agence de presse Mediafax.

"J'ai reçu des messages d'un peu partout, de Dubaï, d'Espagne, d'Allemagne, de France, d'Italie et d'Angleterre", a de son côté raconté le pompier, confiant qu'il aimerait adopter le chien, "si son maître était d'accord".

**... à Pitesti (Roumanie)**

- **Soudan du Sud/Politique. Kiir appelle à un "dialogue national"**



Photo : AFP

Le président sud-soudanais Salva Kiir a appelé hier à la tenue d'un "dialogue national", ouvert à tous, y compris les opposants en exil, et visant à rétablir la paix trois ans après le début de la guerre civile. Cette annonce intervient alors que le Soudan du Sud entre ce jeudi dans sa quatrième année d'une guerre qui a fait des dizaines de milliers de morts et plus de trois millions de déplacés.